Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 11, n°1 | Avril 2020

Écologisation des pratiques et territorialisation des activités

Écologisation des pratiques et territorialisation des activités : une introduction

Ecologization of practices and territorialization of activities : an introduction

Ludovic Ginelli, Jacqueline Candau, Sabine Girard, Marie Houdart, Valérie Deldrève et Camille Noûs

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/17272>

DOI : [10.4000/developpementdurable.17272](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.17272)

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Ludovic Ginelli, Jacqueline Candau, Sabine Girard, Marie Houdart, Valérie Deldrève et Camille Noûs, « Écologisation des pratiques et territorialisation des activités : une introduction », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 11, n°1 | Avril 2020, mis en ligne le 30 avril 2020, consulté le 15 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/17272> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.17272>

Ce document a été généré automatiquement le 15 mai 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Écologisation des pratiques et territorialisation des activités : une introduction

Ecologization of practices and territorialization of activities : an introduction

Ludovic Ginelli, Jacqueline Candau, Sabine Girard, Marie Houdart, Valérie Deldrève et Camille Noûs

1

- 2 Le local est-il durable ? Ainsi pourrait être résumé le questionnement de ce dossier thématique « Écologisation des pratiques et territorialisation des activités ». La question peut surprendre tant l'un et l'autre sont aujourd'hui socialement valorisés, voire confondus. En effet, depuis les années 1990, différentes politiques françaises mettent en avant la vertu écologique du « local » ou du « territorial » – sans d'ailleurs toujours distinguer clairement ces deux notions. Une même idée les sous-tend, soulignent Vincent Banos et ses coauteurs (2020), en s'appuyant sur Theys (2002) et Girard (2014) : « La territorialisation permettrait d'améliorer l'efficacité des politiques environnementales en les ajustant aux spécificités locales. » Les exemples récents abondent. Dans le domaine agri-alimentaire, plusieurs programmes et outils incitatifs promeuvent une alimentation territorialisée ou encore une reterritorialisation de la production agricole (Programme national pour l'alimentation). Par ailleurs, de façon à réduire les dommages à l'environnement, qui se produisent notamment à travers les changements climatiques, un des leviers de l'action publique vise à diminuer les émissions de gaz à effet de serre dans les domaines des transports et de l'énergie, en particulier en encourageant les filières courtes (agriculture de proximité, agriculture urbaine, production locale d'énergies renouvelables...). L'agro-écologie mise à l'agenda du ministère de l'Agriculture depuis 2012 et la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte (2015) – via l'appel à projets « Territoires à énergie positive pour la croissance verte » – ont récemment conforté ces orientations. Cette vertu écologique du « local » se lit également dans des normes de management comme la « Responsabilité sociétale des entreprises » (Marsat *et al.*, 2014) ou la méthode Idea pour

les exploitations agricoles (Zahm et Mouchet, 2012 ; Zahm *et al.*, 2015) qui conjuguent implication locale de l'entreprise et préservation de l'environnement. Ainsi, « écologisation » et « territorialisation » se conforteraient l'une et l'autre. Pour autant, rares sont les travaux qui analysent ensemble ces deux processus. De quelle nature seraient leurs relations d'association ? Ces relations reposent-elles sur des implicites (valeurs, normes) communs ? Les effets de ces deux processus sont-ils toujours convergents ? En traitant ces questions à partir de différents angles¹, les contributions réunies dans ce dossier questionnent l'idée commune selon laquelle « *le local est durable* ».

1. Écologisation et territorialisation : quelques repères

- 3 Par **écologisation**, nous entendons toute « entreprise de recadrage cognitif et normatif – un changement dans la manière de penser et de juger une conduite sociale – visant à une inflexion écologique plus ou moins forte des normes (légales ou implicites) et pratiques sociales en vigueur dans le domaine considéré (l'agriculture, la gestion des sports et loisirs de nature, la forêt...) » (Ginelli, 2017 : 23). L'écologisation peut s'appuyer sur des normes précises (par exemple, la définition de seuils pour évaluer la qualité de l'environnement ; les zonages et quotas pour préserver les ressources naturelles, etc.), généralement portées par des acteurs institutionnels, ou bien être menée de façon plus informelle par des acteurs divers (institutions, associations, usagers, citoyens...) se référant à différents registres (éthiques environnementales, écologie scientifique ou militante...), souvent imbriqués en situation (Ginelli, 2017). L'écologisation est aussi plurielle en raison des leviers auxquels les acteurs font appel – politiques sectorielles, écolabels, etc. (Candau *et al.*, 2015) – en les combinant entre eux et à différentes échelles. Ainsi, en relayant des métanormes négociées entre États (Deuffic, 2012), politiques environnementales et sectorielles « écologisent » les référentiels de nombreuses activités tant récréatives que professionnelles (Arpin *et al.*, 2015).
- 4 Ces processus ont aussi une dimension politique et engagent des rapports de pouvoir particulièrement mis en évidence par la Political Ecology en faisant varier les points de vue, les temporalités et les échelles géographiques (Gautier et Benjaminsen, 2012). Si l'écologisation est plurielle et multi-échelles, les territorialités qui lui sont associées le sont-elles également (Mormont, 2009)² ?
- 5 Quant à la **territorialisation**, nous la définissons comme l'ensemble des processus qui conduisent au renforcement des liens entre une activité et l'ensemble des composantes du territoire. Il peut alors s'agir d'un « retour au local », en particulier dans un renforcement de la proximité géographique d'acteurs et/ou d'activités. Si la notion de territorialisation comprend un implicite de « local », elle ne s'y limite cependant pas : dans les liens d'une activité au territoire, les dimensions du territoire prises en compte sont à la fois matérielles, identitaires et organisationnelles (Laganier *et al.*, 2002)³. Ainsi, le lien entre les systèmes productifs, leurs acteurs et leurs territoires se construit à travers la mobilisation et la création d'un grand nombre de ressources, qui peuvent être de différentes natures : économiques, sociales, politiques, culturelles, environnementales, paysagères... (Frayssignes, 2001 ; Gumuchian et Pecqueur, 2007 ; Sonnino, 2007 ; Filippiet *al.*, 2008 ; Fleury et Lamarque, 2008 ; Bowen, 2010).

- 6 La territorialisation passerait donc en partie par la mobilisation ou la création de ressources naturelles du territoire, justifiant l'implicite « écologique » du processus. Plusieurs travaux montrent cependant la diversité des stratégies et conceptions sous-tendant ces processus de territorialisation (Girard, 2014 ; Baritoux et Houdart, 2015 ; Dehez et Banos, 2017) : certaines démarches de reterritorialisation produisent une « écologisation alibi » (Banos *et al.*, 2020) ; d'autres participent à la dégradation de ressources naturelles (Baritoux *et al.*, 2016), en modifiant l'ancrage, l'empreinte et/ou la dépendance territoriale (Madelrieux *et al.*, 2017). Ainsi, les processus de territorialisation apparaissent clairement multiples dans leurs liens à l'écologisation, à la fois du point de vue du « recadrage cognitif et normatif », de la mobilisation effective des ressources naturelles et/ou des impacts sur celles-ci.

2. Présentation générale du dossier

- 7 Nous avons donc invité les contributeur·trice·s de ce dossier à questionner la *convergence supposée de l'écologisation des pratiques et de la territorialisation des activités* en étudiant les interactions entre les deux processus. Ceux-ci partageraient – c'est en tout cas notre hypothèse – des *normes et des valeurs implicites* ainsi que des *caractéristiques communes* dans les récits ou les actions : des objets matériels ancrés géographiquement, une temporalité longue et un déploiement sur plusieurs échelles spatiales. Instruire les interactions entre ces processus permet d'identifier des effets contradictoires ou convergents d'un processus sur l'autre.
- 8 Plus de la moitié des contributions traitent des enjeux agricoles et/ou alimentaires tout en les travaillant à partir d'angles différents, tels que la relocalisation plus ou moins marquée (nouvelles filières locales, agriculture urbaine, agriculture de proximité, aquaculture...) ou la redéfinition des référentiels et des pratiques agricoles (réduction des pesticides, permaculture, etc.). Ces variations sur le thème sont particulièrement bienvenues pour démêler les effets ambivalents en termes d'écologisation et/ou de territorialisation, voire révéler des impensés, telle la pollution des sols utilisés en agriculture urbaine. Les autres articles permettent d'élargir le propos à d'autres activités. Qu'il s'agisse de l'exploitation de ressources pour la production d'énergie (éolien, forêt et bois-énergie, eau) ou d'activités du secteur tertiaire telles que les usages culturels et touristiques des territoires, toutes véhiculent un lien supposé entre écologisation et territorialisation, que ces articles interrogent.
- 9 Les cas d'étude portent essentiellement sur des pays de l'Union européenne, sans s'y limiter. Des cas québécois (Bouleau *et al.*, 2020), péruvien (Girard, 2020), mexicain (Pouzenc, 2020) et suisse (Chakroun, 2020) sont mobilisés : ils montrent que la valorisation conjointe du local et du durable n'est pas spécifique aux pays de l'Union européenne. Pour autant, les contextes nationaux pèsent sur ses effets : ainsi expliquent-ils les développements contrastés des *Community supported agriculture* (CSA) en Europe (Pouzenc, 2020) ; tandis qu'au Pérou, les fortes inégalités réduisent considérablement la portée d'initiatives de reterritorialisation des systèmes agro-alimentaires (Girard, 2020).
- 10 Les enjeux théoriques et disciplinaires ne sont pas oubliés : les économistes discutent notamment des modèles de l'économie circulaire et de l'économie de la fonctionnalité, promus comme « écologiques », mais dont la dimension territoriale pose encore question et dont la durabilité à cette échelle doit être évaluée (Niang *et al.*, 2020 ;

Roman *et al.*, 2020). En géographie, les débats portent davantage sur le renouvellement (ou non) des principes du territoire par l'écologisation (Banos *et al.*, 2020). Les politistes confrontent les analyses fonctionnaliste et institutionnaliste de la territorialisation de la transition écologique (Bouleau *et al.*, 2020), tandis que des sociologues mettent en évidence des mécanismes collectifs de production d'ignorance quelquefois produits par la valorisation conjointe de l'écologisation et de la territorialisation (Rémy *et al.*, 2020).

- 11 Plus largement, en rappelant que les concepts de territoire et ceux qui sous-tendent l'écologisation (durabilité, transition, bioéconomie...) ont des histoires distinctes et sont aujourd'hui encore traversés par des influences contradictoires, plusieurs contributions montrent que l'écologisation et la territorialisation peuvent diverger, ou opérer presque l'une sans l'autre (1^{re} configuration, section 3). La promotion conjointe, voire l'amalgame entre le local et le durable n'ont somme toute rien d'évident : ils sont construits (2^e configuration, section 4).

3. Quand écologisation et territorialisation empruntent des chemins autonomes

- 12 Dans les cas présentés dans ce dossier thématique, l'écologisation opère sans territorialisation dans deux situations opposées : lorsqu'elle relève d'une logique *top-down* ou au contraire lorsque des initiatives *grassroots* restent isolées. Prenant pour exemple la qualité de l'eau potable et la production d'électricité verte, Vincent Banos et ses coauteurs (2020) définissent l'écologisation comme « a-territoriale » lorsque ses référentiels sont déployés de façon descendante et sans récit territorial. Une caractéristique interpelle : l'écologisation est le plus souvent cadrée en termes de développement durable. Celui-ci s'inscrit initialement dans une pensée globale, une logique descendante et des priorités très différentes de celles du développement territorial hérité des mouvements localistes des années 1970 (Pouzenc, 2020). La durabilité peut alors « oublier le territoire », concluent Amadou Niang et ses coauteurs (2020) à propos des démarches d'économie circulaire. Le constat vaut aussi pour l'économie de la fonctionnalité (Roman *et al.*, 2020), un programme normatif de développement qui se réclame également de la durabilité. L'économie circulaire et l'économie de la fonctionnalité sont avant tout définies par leur caractère « écologique » sans que l'inscription territoriale des initiatives issues de ces deux modèles ne soit considérée comme un enjeu central.
- 13 La durabilité elle-même est aujourd'hui critiquée lorsque les normalisations menées en son nom, « *tout en portant une critique du modèle néolibéral et du capitalisme dérégulé ou de leurs effets sociaux et environnementaux, sont en réalité accaparées par des logiques sinon identiques, du moins très proches de celles du modèle dénoncé* » (Alphandéry *et al.*, 2012 : 11), ce que Margaux Girard (2020) et Leila Chakroun (2020) observent à propos de l'agriculture respectivement au Pérou et en Suisse : « *La définition de l'agriculture durable est de plus en plus influencée par une vision libérale et techniciste de la profession et du secteur agricole. Dans ce contexte, les expérimentations qui sortent de ce cadre rencontrent très rapidement des obstacles* » (Chakroun, 2020). Ainsi définie, la durabilité est proche du modèle de la « modernisation écologique », très discuté par le passé (voir notamment Mormont, 2013, et Fabiani, 2017), mais également dans le présent dossier thématique (Bouleau *et al.*, 2020). Ses effets peuvent être nuls pour les dynamiques territoriales, voire inégalitaires lorsque les régulations font défaut. Ainsi, au Pérou, l'écologisation

du système agri-alimentaire territorial engendre une proximité spatiale toute relative entre les acteurs impliqués, et accentue les inégalités socio-économiques dans la région de Cusco (Girard, 2020), comme dans d'autres villes du pays (Leloup, 2016, cité par Girard, 2020).

- 14 À l'opposé de ces logiques *top-down*, l'écologisation opère sans territorialisation ou presque lorsque les visions et expériences écologiques les plus alternatives (permaculture, biodynamie, relocalisation de l'agriculture), y compris vis-à-vis des démarches « vertes » plus répandues, ne pèsent guère dans les trajectoires territoriales. Deux interprétations se côtoient : ces difficultés sont dues à une absence de soutien institutionnel (Chakroun, 2020 ; Girard, 2020) ou au fait que ces approches sont peu enclines au compromis, presque toujours observé dans la territorialisation de normes écologiques (Bouleau *et al.*, 2020 ; Barthélémy *et al.*, 2020).
- 15 Des situations où la territorialisation supprime l'écologisation sont également possibles. La valorisation actuelle du territoire ne saurait faire oublier que ce concept puise dans « une idéologie de la modernité façonnée par la puissance de la frontière, de l'autorité et des identités exclusives » (Banos *et al.*, 2020) réactivées dans certaines initiatives territoriales actuelles, au risque d'instrumentaliser des dispositifs environnementaux à des fins d'affirmation territoriale : « Formatée à l'aune de la patrimonialisation ou de l'attractivité, l'écologisation peut activement contribuer à la production territoriale ; au risque cependant d'être privée de sens et simplement récupérée à des fins politiques ou de promotion touristique », notent Vincent Banos et ses coauteurs (2020).

4. Une convergence construite : quels acteurs, quels ressorts, quels effets ?

- 16 Les logiques écologiques et territoriales étant *a priori* différentes, elles peuvent donc être menées séparément, voire au détriment l'une de l'autre. Pourtant, leur synergie est aujourd'hui fréquemment affirmée et socialement valorisée : sur quels acteurs et ressorts repose sa construction ? Quels effets produit-elle ?
- 17 Des initiatives à visée territoriale peuvent devenir « facilitatrices » de normalisations écologiques plus ou moins marquées. Hélène Brives et ses coauteurs (2020) montrent ainsi que la relocalisation de filières agricoles entendue comme « ancrage local » rend plus visibles des pratiques jugées vertueuses au plan environnemental. L'ancrage de l'écologisation peut être imputable à un petit nombre d'acteurs particulièrement mobilisés dans les territoires. Carole Barthélémy et ses coauteurs (2020) ainsi que Sabrina Doyon (2020) montrent, respectivement à propos de lignées locales d'agriculteurs français et de « nouveaux paysans alternatifs » espagnols, que les normes écologiques opèrent peu sans les récits territoriaux, revisités dans des desseins très différents. Des viticulteurs du Beaujolais et des riziculteurs de Camargue donnent sens aux normes écologiques, en les intégrant au récit d'une tradition locale d'innovation agricole détenue par quelques lignées familiales qu'ils entendent prolonger. Simultanément, ils se démarquent d'agriculteurs « plus jeunes » ou « de maintenant », rappelant que l'écologisation peut alimenter des logiques sociales et territoriales distinctives (Barthélémy *et al.*, 2020). Dans l'Emporda espagnole, l'écologisation, portée par des paysans nouveaux venus, rompt davantage avec les récits locaux de la modernisation agricole, particulièrement marquée dans le contexte

espagnol d'après 1945. En revalorisant des savoirs et des productions anciens, ces « paysans alternatifs », souvent militants et experts contribuent, avec l'aide de réseaux environnementalistes, à la création d'un « *nouveau paysage régional, mais dont la finalité pourrait leur échapper au profit des producteurs conventionnels* » (Doyon, 2020), compte tenu de l'équilibre des forces sur ce territoire. L'ancrage territorial peut donc produire des normalisations écologiques « *émancipatrices* » (Banos *et al.*, 2020) qui participent à la mise en débat des territoires institués, renouvellent les récits, et suscitent des projets... toujours susceptibles d'être captés pour alimenter « *l'ordre territorial* » établi par quelques acteurs en position de force.

- 18 Lorsque les parties prenantes sont plus diversifiées, les effets combinés de l'écologisation et de la territorialisation semblent plus équilibrés. À propos de la filière bois-forêt, Jonathan Lenglet et Sylvain Cauria (2020) montrent que ces processus interviennent à un moment clé dans la réorganisation des systèmes productifs (années 1990) en « *se nourrissant réciproquement, plutôt [qu'en étant] réellement la cause ou la conséquence l'un de l'autre* ». L'alliance entre des collectivités locales et acteurs privés « *formalisant un lien entre filière et territoire* » autour d'innovations dites durables joue alors un rôle essentiel dans l'articulation des deux approches écologiques et territoriales. En élargissant le propos à d'autres industries (dont forêt-bois), Gabrielle Bouleau et ses coauteurs (2020) identifient d'autres acteurs (scientifiques, ONG environnementales, services de l'État, populations locales) et des coalitions à géométrie variable dans la construction progressive de compromis pour réguler les interdépendances écologiques sur les territoires, avec pour enjeu central la mise en (in)visibilité de certaines d'entre elles.
- 19 Sollicités pour attester ou démentir la consistance des liens supposés entre le local et l'écologique, les experts peuvent jouer leur rôle de façons très différentes : les savoirs stabilisés devenant l'exception en contexte d'incertitudes, leur position est de moins en moins assurée et ils peuvent être pris – intentionnellement ou non – dans des mécanismes de « production d'ignorance », comme le montrent Elisabeth Rémy et ses coauteurs (2020) à propos de la pollution des sols agricoles urbains, rendue invisible par le primat du local. La disponibilité de données à une échelle fine devient alors cruciale en la matière. C'est aussi la conclusion de Jonathan Lenglet et Sylvain Cauria (2020) à propos du secteur bois-forêt, qui soulignent le manque de données à l'échelle infrarégionale (flux de bois et de valeurs dans les filières) pour évaluer la consistance des arguments écologiques des projets territoriaux de cette filière.
- 20 Depuis 2012, la mise à l'agenda politique de l'agroécologie (dont l'agriculture biologique est la forme la plus connue) conduit à une articulation plus étroite entre territorialisation d'une norme écologique et écologisation des territoires de et par l'agriculture (Scheromm *et al.*, 2020). La diversité des acteurs impliqués dans ces processus (acteurs politiques locaux, gestionnaires de l'environnement, consommateurs) est telle qu'elle leur confère une « *dimension publique locale* » (Scheromm *et al.*, 2020). Analysant trois démarches de relocalisation de systèmes alimentaires bruxellois, François Lohest et ses coauteurs (2020) confirment l'importance de la participation locale pour la territorialisation : « *La territorialisation des activités n'est pas seulement une activité de relocalisation géographique mais aussi une affaire de participation des différents acteurs du territoire, qui peut s'effectuer même si le circuit de distribution n'est pas entièrement relocalisé géographiquement.* » Hélène Brives et ses coauteurs (2020) soulignent quant à eux son rôle crucial pour l'écologisation : « *Ce n'est*

pas le caractère local de la filière qui ouvre la voie d'une écologisation des pratiques mais le type de gouvernance mis en place (Dupuis et Goodman, 2005). En particulier la place donnée au consommateur, ou à d'autres acteurs non agricoles et du territoire est déterminante des possibilités d'un travail réflexif sur les pratiques agricoles. »

- 21 Au fil des contributions, des catégories d'analyse originales s'ajoutent à celles qui étaient pressenties (jeux d'acteurs et mise en récit, matérialités, etc.) pour interroger les promesses de synergie entre écologisation et territorialisation. Entre autres exemples, citons la « *production d'ignorance* » (Rémy et al., 2020), la famille comme groupe social et vecteur d'écologisation agricole dans les territoires (Barthélémy et al., 2020), la « *régulation des interdépendances écologiques* » en jeu dans les territoires (Bouleau et al., 2020), ou encore les espaces intermédiaires induits de proche en proche entre le local et le global par des initiatives comme les *community supported agriculture* (Pouzenc, 2020).
- 22 En filigrane, un constat s'impose : les cadrages des enjeux environnementaux les plus relayés territorialement sont ceux du développement durable, et plus récemment de la transition et de la bioéconomie. À l'inverse, les paradigmes qui rompent davantage avec les normes et les modèles institués (agro-écologie, permaculture, décroissance, *buen vivir* en Amérique latine...) ont une portée territoriale plus faible, même lorsqu'ils sont élaborés et soutenus par des réseaux associatifs locaux, voire structurés au niveau international (cf. notamment les contributions de Margaux Girard, Leila Chakroun et Sabrina Doyon). L'analyse en termes de cadrage des problèmes garde donc ici toute sa pertinence, en éclairant les compromis établis, les conflits de normes et de valeurs entre acteurs des territoires, mais aussi leurs arrière-plans structurels.

BIBLIOGRAPHIE

Arpin I., Bouleau G., Candau J., Richard-Ferroudji A., 2015, *Les activités professionnelles à l'épreuve de l'environnement*, Toulouse, Octarès.

Banos V., Gassiat A., Girard S., Hautdidier B., Houdart M., Le Floch S., Vernier F., 2020, « L'écologisation, mise à l'épreuve ou nouveau registre de légitimation de l'ordre territorial ? Une lecture à partir des particularités du débat conceptuel en France », *Développement durable & territoires*, vol. 11, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/16481>.

Baritoux V., Houdart M., 2015, « Relations fournisseurs-grande distribution dans les filières agroalimentaires. Une analyse de la trajectoire d'une démarche "filiale qualité" », *Économie rurale*, vol. 346, n° 2, p. 15-30.

Baritoux V., Houdart M., Boutonnet J., Chazoule C., Corniaux C., Fleury P., Lacombe N., Napoléone M., Tourrand J.-F., 2016, « Ecological embeddedness in animal food systems (re-)localisation : a comparative analysis of initiatives in France, Morocco and Senegal », *Journal of Rural Studies*, n° 43, p. 13-26.

Barthélémy C., Allouche A., Armani G., Bonnet G., Gramaglia C., Nicolas L., 2020, « Écologisation des pratiques agricoles et ancrages familiaux au territoire. Une comparaison de l'utilisation des

produits phytosanitaires entre Camargue et Beaujolais », *Développement durable & territoires*, vol. 11, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/16822>.

Bouleau G., Carter C., Fournis Y., Sergen A., 2020, « Quels territoires pertinents pour écologiser les industries qui misent sur le renouvelable ? », *Développement durable & territoires*, vol. 11, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/14845>.

Bowen S., 2010, « Embedding local places in global spaces : geographical indications as a territorial development strategy », *Rural Sociology*, vol. 75, n° 2, p. 209-243.

Brives H., Heinisch C., Désolé M., Chazoule C., 2020. « Le développement de filières locales est-il gage d'une écologisation des pratiques agricoles ? », *Développement durable & territoires*, vol. 11, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/16546>.

Candau J., Deldrève V., Deuffic P., 2015, « Agriculteurs, pêcheurs et forestiers face à l'impératif environnemental » in Arpin I., Bouleau G., Candau J., Richard-Ferroudji A. (dir.), *Les activités professionnelles à l'épreuve de l'environnement*, Toulouse, Octarès, p. 93-113.

Chakroun L., 2020, « La permaculture au sein des dynamiques territoriales : leviers pour une mésologisation de l'agriculture suisse romande », *Développement durable & territoires*, vol. 11, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/14784>.

Dehez J., Banos V., 2017, « Le développement territorial à l'épreuve de la transition énergétique. Le cas du bois énergie », *Géographie, économie, société*, vol. 19, n° 1, p. 109-131.

Deuffic P., 2012, *Produire et négocier les normes environnementales. Écologues et forestiers face à la biodiversité associée aux bois morts*, thèse de doctorat, sociologie, université de Bordeaux, 527 p.

Doyon S., 2020, « Écologie politique des paysans alternatifs de l'Emporda (Catalogne) : s'engager entre mer et montagne », *Développement durable & territoires*, vol. 11, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/16601>.

Dupuis E. M., Goodman D., 2005, « Should we go "home" to eat ? : toward a reflexive politics of localism », *Journal of Rural Studies*, n° 21, p. 359-371.

Fabiani J.-L., 2017, « Rural, environnement, sociologie » in Hamman P. (dir.), *Ruralité, nature et environnement*, Toulouse, Érès, p. 111-132.

Filippi M.-D., Frey O., Torre A., 2008, « Les stratégies d'ancrage territorial des groupes coopératifs agricoles français, mesures de la diversité », *2^{es} journées de recherches en sciences sociales Inra Sfer Cirad*, 11-12 décembre 2008, Lille, France.

Fleury P., Lamarque P., 2008, « Interactions entre filières de mise en marché et insertion territoriale de l'agriculture », colloque ASRDLE, 26-29 août 2008, université du Québec, Rimouski, Québec.

Frayssignes J., 2001, « L'ancrage territorial d'une filière fromagère d'AOC. L'exemple du système Roquefort », *Économie rurale*, n° 264, p. 89-103.

Gautier D., Benjaminsen T. A. (dir.), 2012, *Environnement, discours et pouvoir. L'approche Political Ecology*, Versailles, Quæ, coll. « Update sciences & technologies ».

Ginelli L., 2017, *Jeux de nature, natures en jeu. Des loisirs aux prises avec l'écologisation des sociétés*, Bruxelles, Peter Lang, coll. « Ecopolis ».

Girard S., 2014, « Les ressorts territoriaux de la gestion de l'eau : le cas de la Drôme (1980-2013) », *Vertigo – la revue électronique en sciences de l'environnement*, hors-série 20, <http://journals.openedition.org/vertigo/15262.4>.

- Girard M., 2020, « Le développement des agricultures durables dans la région andine de Cusco : quelle proximité socio-économique entre conseillers agricoles, producteurs et consommateurs ? », *Développement durable & territoires*, vol. 11, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/16670>.
- Gumuchian H., Pecqueur B. (dir.), 2007, *La ressource territoriale*, Paris, Anthropos.
- Laganier R., Villalba B., Zuideau Z., 2002, « Le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire », *Développement durable & territoires*, dossier 1, <http://journals.openedition.org/developpementdurable/774>.
- Leloup H., 2016, « L'agriculture de proximité à Lima, vers un système productif plus juste pour les producteurs et les consommateurs », *Justice spatiale*, n° 9, 25 p, <http://www.jssj.org/article/lagriculture-de-proximite-a-lima-vers-un-systeme-productif-plus-juste-pour-les-producteurs-et-les-consommateurs/>.
- Lenglet J., Caurla S., 2020. « Territorialisation et écologisation dans la filière forêt-bois française : une rencontre fortuite ? », *Développement durable & territoires*, vol. 11, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/16645>.
- Lohest F., Bauler T., Sureau S., Van Mol J., Achten W., 2020, « Vers une complémentarité des alternatives alimentaires : relocalisation des activités et écologisation des pratiques au sein de trois alternatives de distribution à Bruxelles », *Développement durable & territoires*, vol. 11, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/17192>.
- Madelrieux S., Buclet N., Lescoat P., Moraine M., 2017, « Écologie et économie des interactions entre filières agricoles et territoire : quels concepts et cadre d'analyse ? », *Cahiers Agricultures*, vol. 26, n° 2, 10 p.
- Marsat J.-B., Clair E., Diemer A., Trognon L., 2014, « Quel rôle pour une organisation territoriale dans l'opérationnalisation du développement durable autour de la RSE et de la norme ISO 26000 ? – L'action du Parc naturel régional du Livradois-Forez (Auvergne, France) », Congrès RIODD, 15-17 juillet 2014, Montréal, Québec.
- Mormont M., 2009, « Globalisations et écologisations des campagnes », *Études rurales*, vol. 183, n° 1, p. 143-160.
- Mormont M., 2013, « Écologisation : entre sciences, conventions et pratiques », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 21, n° 2, p. 159-160, <https://doi.org/10.1051/nss/2013102>.
- Niang A., Bourdin S., Torre A., 2020, « L'économie circulaire, quels enjeux de développement pour les territoires ? », *Développement durable & territoires*, vol. 11, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/16902>.
- Pouzenc M., 2020, « Articuler un “penser global” et un “agir local” : La territorialisation des “Community Supported Agriculture” », *Développement durable & territoires*, vol. 11, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/16922>.
- Rémy É., Gauthier N., Canavese N., 2020, « Les sols (péri)urbains à l'épreuve du discours sur le primat du local Discours experts, incertitudes et production d'ignorance », *Développement durable & territoires*, vol. 11, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/16966>.
- Roman P., Muylaert C., Ruwet C., Thiry G., Maréchal K., 2020, « Intégrer la territorialité pour une économie de la fonctionnalité plus soutenable », *Développement durable & territoires*, vol. 11, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/17046>.
- Scherommm P., Rixen A., Laurens L., Soulard C., 2020, « Les acteurs publics locaux et l'écologisation de l'agriculture. Entre territorialisation de l'agroécologie et écologisation des territoires »,

Développement durable & territoires, vol. 11, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/17367>.

Sonnino R., 2007, « The power of place : embeddedness and local food systems in Italy and the UK », *Anthropology of food*, S2, <http://journals.openedition.org/aof/454>.

Theys J., 2002, « L'approche territoriale du "développement durable", condition d'une prise en compte de sa dimension sociale », *Développement durable & territoires*, dossier 1, <http://journals.openedition.org/developpementdurable/1475>.

Zahm F., Mouchet C., 2012, « De la responsabilité sociétale d'une exploitation agricole à la mesure de sa performance globale. Revue de la littérature et application avec la méthode IDEA », *Économie et Institutions*, n° 18-19, p. 85-119.

Zahm F., Alonso Ugaglia A., Boureau H., Del'homme B., Barbier J. M.P. G., Gafsi M., Guichard L., Loyce C., Manneville V., Menet A., Redlingshofer B., 2015, « Agriculture et exploitation agricole durables : état de l'art et proposition de définitions revisitées à l'aune des valeurs, des propriétés et des frontières de la durabilité en agriculture », *Innovations agronomiques*, n° 46, p. 105-125.

NOTES

1. Effets de la territorialisation d'une activité (filère, type d'entreprise...) sur l'écologisation des pratiques ; ou inversement, l'effet de l'écologisation sur la territorialisation ; ou encore croisement de ces deux processus.
2. Cet auteur note la montée en puissance d'une « globalisation écologique » depuis les années 1970 (politiques environnementales internationales, réseaux mondiaux d'espaces protégés, d'ONG...).
3. Composantes du territoire qui peuvent prendre plusieurs acceptions selon les disciplines.

RÉSUMÉS

Le présent article constitue une introduction au dossier thématique « Écologisation des pratiques et territorialisation des activités ». Partant du constat d'une proximité implicite entre les deux processus, nous proposons une définition de l'écologisation et de la territorialisation, définition sur laquelle s'appuie les auteurs des 14 contributions à ce dossier. Ces dernières montrent que l'écologisation et la territorialisation peuvent diverger, ou opérer presque l'une sans l'autre. Elles montrent également que leur rencontre est toujours construite. Finalement, des catégories d'analyse originales s'ajoutent à celles pressenties par les coordinateurs de ce dossier (jeux d'acteurs et mise en récits, matérialités, etc.) pour interroger les promesses de synergie entre écologisation et territorialisation. L'analyse en termes de cadrage des problèmes révèle ainsi sa pertinence, en éclairant les compromis établis, les conflits de normes et de valeurs entre acteurs des territoires, mais aussi leurs arrière-plans structurels.

This article is an introduction to the special section “Ecologization of practices and territorialization of activities”. Considering the implicit proximity between the two processes, we propose a definition of ecologization and territorialization to which the authors of the fourteen contributions to this special section refer. They demonstrate that ecologization and territorialization can split, or almost operate without each other, and that their merging is always a construction. Finally, original categories of analysis are added to those anticipated (play of stakeholders, narratives, materialities, etc.) to question the promises of merging between ecologization and territorialization. The frame analysis reveals its relevance, by underlining established compromises, conflicts of norms and values between stakeholders of the territories but also their structural backgrounds.

INDEX

Mots-clés : écologisation, territorialisation, local, durable, transition, énergie, agriculture, filières courtes

Keywords : ecologization, territorialization, local, sustainable, transition, energy, agriculture, local food systems

AUTEURS

LUDOVIC GINELLI

Ludovic Ginelli est sociologue, ingénieur d'études à l'Inrae de Bordeaux (France). Ses travaux portent sur les processus d'écologisation (usages récréatifs et gestion d'espaces naturels, réduction des pesticides en agriculture) appréhendés dans leurs dimensions cognitives, normatives et plus récemment inégalitaires. Il coordonne avec Jacqueline Candau les projets Cittep (MTES/Programme Cit'in, 2018-2020) et Expojust (LabEx COTE, 2019-2022) sur les inégalités environnementales relatives à l'utilisation des pesticides par les travailleurs agricoles. ludovic.ginelli@inrae.fr

JACQUELINE CANDAU

Jacqueline Candau est sociologue, directrice de recherche à l'Inrae de Bordeaux (France). Ses travaux portent sur les modalités de dialogue et de coordination entre acteurs des espaces ruraux, l'écologisation des pratiques agricoles ainsi que sur les inégalités sociales associées. Elle coordonne actuellement avec Ludovic Ginelli deux projets de recherche sur les inégales capacités des travailleurs agricoles à dire leurs rapports aux pesticides. jacqueline.candau@inrae.fr

SABINE GIRARD

Sabine Girard est ingénieure des Ponts, des Eaux et des Forêts et docteure en géographie à l'Inrae de Grenoble (unité Lessem). Ses travaux, essentiellement sous la forme de recherche-action, portent sur la transition écologique aux échelles individuelle et de territoire, en particulier dans le domaine de l'eau et de l'agroécologie. sabine.girard@inrae.fr

MARIE HOUDART

Marie Houdart est géographe, chargée de recherche à l'Inrae de Clermont-Ferrand (France). Ses travaux portent sur les interactions entre actions collectives et territoire, en particulier en lien

avec les thématiques « élevage » et « alimentation ».
marie.houdart@inrae.fr

VALÉRIE DELDRÈVE

Valérie Deldrève est directrice de recherche en sociologie à l'Inrae-Bordeaux. Ses travaux portent sur les inégalités et enjeux de justice environnementale relatifs à l'exploitation et conservation de la nature et de ses ressources, ainsi qu'aux pollutions industrielles. Elle a coordonné avec Jacqueline Candau le projet Effijie (ANR Socenv, 2014-2019) sur l'effort environnemental demandé par les politiques de l'eau et de la biodiversité, et coordonne le projet JustBaux (Région Nouvelle Aquitaine et OHM BMP, 2019-2022) sur « Les enjeux de justice sur la trajectoire de la bauxite » (avec V. Banos et M. Diaw).
valerie.deldreve@inrae.fr

CAMILLE NOÛS

Camille Nous est un consortium scientifique impulsé par le collectif RogueESR et auquel nous souscrivons pour affirmer le caractère collaboratif et ouvert de la création et de la diffusion des savoirs, sous le contrôle de la communauté académique. Camille Nous contribue à la construction collégiale des règles scientifiques en développant les méthodologies, en alimentant l'état de l'art, en assurant les procédures post-publications, etc.